

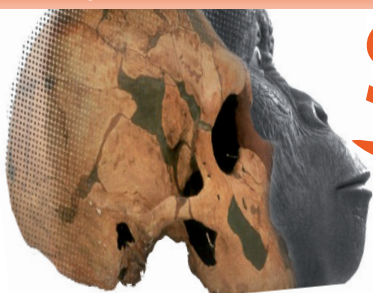


**Universités & Ecoles à
consulter pour la rentrée
2016-2017. P.16**

Humeur

**Inondations du 9 août 2016 à Ouagadougou:
Faut-il envoyer une lettre express à Jupiter
pour qu'il cesse de pisser sur
Ouagadougou. P.3**

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°114 du vendredi 12 août 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus. P.08.**
- **De nouvelles offres de bourses. P.26**

Université

Institut des Hautes Etudes Internationales
**12 compétences au service de la
diplomatie burkinabè**

Région du Centre



Le ministre Alpha BARRY remettant à un des majors de la promotion son diplôme.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Suite page 1.

La cérémonie de sortie de la cinquième promotion des élèves de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI), a eu lieu le jeudi 11 juillet 2016 à Ouagadougou. Cette cérémonie placée sous le patronage du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération des burkinabè de l'étranger et du parrainage du Consul honoraire de la République togolaise au Burkina Faso a connu la présence de plusieurs autorités. Présentation de la promotion, messages d'encouragements, remise des cadeaux et des diplômes aux impétrants sont les moments forts qui ont marqué cette sortie de promotion.

Après deux ans passés à l'école, ils sont désormais aptes à apporter leur contribution pour faire rayonner la diplomatie burkinabè dans la sous-région et à l'internationale. Cette promotion a pour nom de baptême « Stabilité et Intégration ». Au nombre de douze (12), ils sont titulaires du Diplôme d'Etudes Supérieures en Diplomatie et des Relations Internationales en trois options que sont la Politique Internationale, le Droit International, l'Economie et Finance Internationales. Au regard de la qualité de la formation acquise, les impétrants disent être mieux outillés et aptes à accomplir avec probité les tâches qui leur seront confiées.

L'Institut des Hautes Etudes Internationales a pour mission fondamentale la formation des diplomates compétents et dévoués aptes à servir la patrie. Cependant, pour servir la patrie la cinquième promotion a besoin d'être intégrée dans l'administration publique, privée nationale ou internationale. C'est donc sans surprise que le représentant des lauréats Halidou SAVADOGO a saisi l'occasion pour lancer un cri de cœur au premier responsable du ministère des Affaires Etrangères. « Nous vous serions reconnaissant de toute initiative que vous jugerez utile d'entreprendre afin



Les impétrants.

d'aider les diplômés à s'insérer dans le milieu de la diplomatie notamment dans la fonction publique internationale ou dans le privé » a conclut Halidou SAVADOGO.

C'est Mme Lisa KAMBOU qui a représenté Mahamadou BONKOUNGOU, Consul Honoraire de la République togolaise au Burkina Faso et parrain de la cérémonie. Au nom du parrain, Mme Lisa KAMBOU a prodigué des conseils à ses filleuls. Elle a invité les lauréats à avoir du bon sens dans, à être patients et discrets et surtout s'engager à travailler de façon résolue en mettant en œuvre les compétences acquises. Selon la représentante du parrain, c'est en intégrant ses valeurs que ses filleuls pourront faire une bonne carrière professionnelle.

Son Excellence Alpha BARRY, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération des burkinabè de l'étranger par ailleurs patron de la cérémonie, a félicité les lauréats pour leurs succès. Il a rassuré les responsables de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI), qu'ils bénéficieront toujours de l'assistance de son ministère. A ses filleuls, le premier responsable de la diplomatie burkinabè n'a pas manqué

de conseil. « La diplomatie est un apprentissage continu » a laissé entendre le patron. Invite est donc faite à ses filleuls de développer des stratégies pour y faire face.

Selon Alpha BARRY, les nouveaux diplômés en Diplomatie et Relations Internationales doivent relever le défi de l'intégration sécuritaire d'où la pertinence du nom de baptême « Stabilité et Intégration ». Pour ce faire, les filleuls doivent s'approprier des valeurs que sont la courtoisie, la discrétion, la capacité d'écoute, la fermeté et la conviction de défense de l'image du pays.

Les majors des différentes options ont reçu des cadeaux de la part du parrain composés d'ordinateur portable et des kits. C'est par la remise des diplômes aux lauréats de la promotion « Stabilité et Intégration » qu'a pris fin la cérémonie.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI

mpempeb12@gmail.com



Inondations du 9 août 2016 à Ouagadougou Faut-il envoyer une lettre express à Jupiter pour qu'il cesse de pisser sur Ouagadougou

Région du Centre

« Inondation dans la ville de Ouagadougou : le molosse n'a pas encore changé sa façon éhontée de s'asseoir ». C'est le titre d'un article que nous portions sur la toile le 27 juillet dernier suite aux inondations du 19 du même mois. Les arrondissements n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 9 et 12 ont été touchés. Au bilan, un mort et encore des maisons sous les eaux. Les autorités se plaisent-ils à voir souffrir les populations en pareille situation ? C'est la question qu'on est tenté de se poser. Il ne peut se passer aucune grosse pluie à Ouagadougou sans inondation.

C'est presque devenu une norme de comportement à telle enseigne qu'on est habitué à ce type de phénomène.

Alors, faut-il envoyer une lettre express à Jupiter pour qu'il cesse de pisser sur Ouagadougou ? C'est lui demander de se faire un hara-kiri. Mais enfin, on a besoin de son précieux "pipi" rien que pour apaiser la canicule et sentir un tantinet de fraîcheur avec cette cherté de vie dans la capitale de la boue sèche, comme le disait si bien Aimé Césaire.



Une route principale complètement inondée



Une habitation en proie aux eaux.

En fait, tout le monde connaît bien le diagnostic. Il faut tout simplement appliquer le remède qu'il faut. N'eut été le curage de quelques caniveaux, et on peut s'hasarder à féliciter les populations pour leur collaboration ainsi que les autorités, certains endroits seraient une fois de plus inondés. En bon Africain, on dira : « C'est bon, mais c'est pas arrivé ! » Après le curage des caniveaux, c'est un spectacle d'immondices inouï. Voilà pourquoi on pouvait s'hasarder à féliciter tantôt les autorités et populations. On fait le curage

des caniveaux et on réfléchit ensuite aux moyens pour se débarrasser des ordures qui en émanent ! Ces mêmes ordures vont entraîner moustiques et autres insectes. Et bonjour le paludisme et autres maladies connexes.

C'est vrai que l'argent ne circule plus dans le Pays des hommes intègres obligeant les autorités à augmenter les taxes sur certains produits et jeux de la place.

Mais en attendant que le nerf de la guerre refasse beaucoup plus surface sur le tréteau des Hommes intègres, c'est Ouagadougou qui se noie, les « mêmes causes dans les mêmes conditions produisant les mêmes effets ». Ou bien faut-il renvoyer ces populations ouagalaises qui vivent dans des zones inondables dans leurs villages respectifs, tout le monde n'étant pas fait pour vivre à Ouagadougou, selon un bourgmestre à l'époque ?
Wait and see !

Yéro pour SCI



Activités du gouvernement

Le Président du Faso visite des unités industrielles à Oyo

Congo Brazzaville



Le Président du Faso visite une unité de production de lait.

Le Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE et le Président de la République du Bénin, Patrice TALON ont visité dans l'après-midi du 09 Août 2016 à Edou, le village natal du Président congolais, une laiterie, une usine de fabrication

de plaques solaires et le ranch de Kila du Président Denis Sassou N'GUESSO.

C'est accompagnés de leur hôte et homologue congolais que les Présidents burkinabè et béninois ont effectué une

visite de réalisations de développement à Edou dans le village natal du Président Denis Sassou N'GUESSO.

Les trois chefs d'Etat ont d'abord visité la laiterie dénommée « le lait d'Alima », du nom du cours d'eau qui traverse Edou et Oyo, région d'origine du Président congolais. Cette unité industrielle a une capacité de production de 400 à 500 litres de lait par jour et produit également du fromage.

Après la laiterie, les trois chefs d'Etat se sont rendus à la Congolaise des panneaux solaires (COPASOL), l'usine de fabrication des panneaux solaires.

Cette unité est fonctionnelle depuis 2014 et reçoit de la matière première de la Chine populaire. La COPASOL est dotée de 4 chaînes de production et chaque chaîne est capable de produire 120 panneaux solaires par jour.



Visite de la congolaise des panneaux solaires.

Suite page 5.



Activités du gouvernement

Suite page 4.

A l'issue de la visite, chaque chef d'Etat a apposé sa signature et traduit ses félicitations et encouragements sur un panneau solaire nouvellement fabriqué.

Cap a ensuite été mis sur le ranch présidentiel de Kila. Dans ce vaste espace, se trouvent 1300 têtes de bœufs de plusieurs races, 30 chevaux et 9 mulets issus d'un croisement d'ânes et de chevaux. Les hôtes de marque du Président N'GUESSO ont également découvert dans une poussinière, des autruches en bas âge.

Au terme de la visite, les deux Présidents ont livré leurs sentiments

Le Président du Faso a indiqué que le constat fait à travers la visite des réalisations signifie qu'il faut compter sur ses propres forces. « *Tant que nous n'allons pas mettre l'élevage et l'agriculture au centre de nos préoccupations, faire en sorte que nous puissions les transformer localement, comme l'usine de lait et la viande, je pense que nous parlerons vainement de développement. Je dois saluer tout ce que nous avons vu. Parce que nous avons les fondements du développement qui sont l'agriculture et l'élevage ; nous avons le soutien à la production qui est l'électricité à travers la fabrication de panneaux*

solaires. Pour ma part, je considère que c'est un exemple qui doit être suivi en Afrique de façon générale, de faire en sorte que ces secteurs soient de vrais piliers et de ne pas compter simplement sur nos ressources naturelles. Je salue l'opportunité que le Président nous a donnée de visiter l'ensemble de ces réalisations et il faut reconnaître qu'élever au total 8000 bêtes n'est pas une affaire simple mais c'est possible. J'espère que ce qu'il a réalisé fera tâche d'huile aussi bien pour les Congolais que pour l'Afrique de façon générale », a déclaré le Président du Faso.

La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso

La CENI déballe ses priorités au Ministre d'Etat, Simon Compaoré

Région du Centre



Le Président de la CENI premier à partir de la gauche et le ministre d'Etat.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré, a échangé le mercredi 10 août 2016, avec le bureau de la Commission

Electorale Nationale Indépendante (CENI), conduit par son président, Newton Ahmed Barry.

Les échanges ont porté entre autres, sur la reprise des élections dans cer-

taines communes, le vote des Burkinabè de l'étranger, la relecture du code électoral, le référendum...

Suite page 6.



Activités du gouvernement

Suite page 5.

Le président de la CENI, a d'entrée de jeu, remercié le Ministre d'Etat, Simon Compaoré pour la diligence et la sollicitude avec lesquelles, lui et ses collaborateurs ont conduit l'installation de la nouvelle équipe et de tout l'accompagnement dont elle a bénéficié.

Newton Ahmed Barry, a par la suite décliné certaines préorités de son institution. Il s'agit selon lui, de la reprise des élections dans les communes de Béguédo, Bouroum-Bouroum et Zogoré, la relecture du code électoral, le référendum et le vote des Burkinabè de l'étranger.

Sur ce dernier point, le patron de la CENI a suggéré la mise en place d'un comité qui va regrouper les ministères concernés (Ministère en charge des

Affaires Etrangères, des Finances, du MATDSI). Toute chose qui de l'avis de M. Barry, permettra de jeter les bases d'une réflexion poussée.

Cette suggestion a rencontré l'assentiment du Ministre d'Etat, qui a tout d'abord réitéré la disponibilité de son département à poursuivre la collaboration avec la CENI. Selon Simon Compaoré, dans les communes, où il n'y a pas eu d'élections, « un rapport sera adressé en conseil des ministres, et la CENI sera avisée ».

« Sur le vote des Burkinabè de l'étranger, nous avons engagé une réflexion sur la relecture du code électoral qui prendra en compte cette préoccupation. C'est l'occasion pour nous de voir la forme la plus indiquée qui nous permettra de faire un travail qui serait

sanctionné par le conseil des ministres et soumis à l'Assemblée Nationale », a-t-il expliqué.

En ce qui concerne la formation des membres de la CENI, le Ministre d'Etat a marqué sa disponibilité à accompagner l'institution dans les domaines qui concernent son département.

A cette rencontre, le Ministre Simon Compaoré avait à ses côtés, son Directeur de Cabinet, Clément Ouango et le Directeur Général des Libertés Publiques et des Affaires Politiques, Aristide Béré.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



Conseils de la police nationale

Les mineurs, l'alcool et la fréquentation de certains lieux

L'accès, la fréquentation de certains lieux ainsi que la consommation d'alcool par les mineurs constituent un fléau qui prend de l'ampleur dans les grandes villes comme Ouagadougou. C'est pourquoi, il est bon de savoir que :

-L'accès des bars, dancings et salles de spectacles et de distraction est interdit aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans non accompagnés de leurs parents ou tuteurs ; cette interdiction ne s'applique pas aux spectacles et distractions spécialement organisés et autorisés pour la jeunesse.

- Est également interdit, le fait, pour un gérant d'établissement de servir de la boisson alcoolisée à un mineur de moins de 18 ans même accompagné par ses parents ou tuteurs.

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale.



Reboisement dans les domaines scolaires La DPENA de la Kompienga assure une meilleure éducation environnementale à la jeunesse

Région de l'Est



Deuxième journée de reboisement de la DPNA de la Kompienga.

La Direction Provinciale de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation de la Kompienga a procédé ce samedi 6 Août 2016 à sa deuxième journée de reboisement dans les domaines scolaires.

Ce lancement de la campagne de reboisement de ladite province a été placé sous la présidence de Monsieur Lamine SOULAMA, Haut-commissaire de la province de la Kompienga.

Suite à la recommandation du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation en 2015, qui invitait les acteurs de l'éducation à entreprendre la délimitation et la clôture des domaines scolaires par la haie vive,

la Direction Provinciale de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation de la Kompienga a initié une journée de reboisement pour chaque année dans les écoles, les collèges d'enseignement général, les Circonscriptions d'Éducation de Base.

La première journée a eu lieu en Août 2015. A cette occasion les domaines de la DPENA, de la CEB Pama I, de l'école Pama "A" et Pama "C" ont été reboisés.

Cette deuxième journée en 2016 a été organisée à l'école de Diapienga et au CEG de Pognoa-Tikonti (à 3 kilomètres de la frontière togolaise sur l'axe Pama-Dapaong). Le choix de ces éta-

blissements est motivé par l'engagement des personnels de ces derniers à œuvrer au bon entretien des plants par une implication des élèves et des parents d'élèves afin d'assurer une meilleure éducation environnementale à la jeunesse.

Selon Yentéma David THIOMBIA-NO, Directeur Provincial de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation de la Kompienga, l'implication des élèves pour l'entretien des plants doit être guidé par la philosophie de créer une opportunité de développer en ces derniers les réflexes écologiques.

DCPM/MENA



Campus JOB Avis de recrutement

Poste : VSI agro-commercial à Lomé (Togo)

Description

Gevalor recherche un candidat de profil ingénieur agronome disposant de compétences en commercialisation et marketing pour un poste de VSI à Lomé (1 an) pour appuyer son partenaire ENPRO dans le développement commercial de la vente de compost en zone agricole. Gevalor, en partenariat avec GoodPlanet et Etc Terra, appuie l'ONG togolaise ENPRO pour le développement d'une unité de valorisation des déchets en compost à usage agricole.

L'appui de Gevalor, de GoodPlanet et d'Etc Terra au développement de cette unité de compostage est assuré par des financements du FFEM, de l'AFD et du Fonds Suez, dans le cadre d'un projet global appelé AFRI-COMPOST.

Gevalor propose à ENPRO l'appui d'un VSI pendant 1 an pour l'appuyer au développement commercial en zone agricole.

Durant sa mission, le volontaire sera basé à Lomé.

Les objectifs et activités du volontaire seront les suivants :

Objectifs généraux

1. Appuyer l'équipe commerciale d'ENPRO dans les activités de vente des produits issus de la plate-forme de compostage ;
2. Analyser le marché agricole, revoir la stratégie commerciale et adapter l'offre d'ENPRO en fonction;
3. Consolider les outils de suivi de l'activité commerciale et l'argumentaire technico-économique.

Le développement des activités de commercialisation devront permet-

tre d'atteindre les objectifs spécifiques suivants :

- Vente d'au moins 500 tonnes de compost par an en zone agricole
 - Circuits de distribution de compost (revendeurs) consolidés et opérationnels (au moins 10 points de vente);
 - Outils de suivi mis à jour le responsable commercial de manière mensuel sans retard
- Activités concrètes à mener (non exhaustif) :

En appui à l'équipe commerciale d'ENPRO et avec l'objectif de leur permettre d'assurer par eux-mêmes les actions marketing et commerciales, le volontaire travaillera sur les points suivants :

- Analyse du marché, des itinéraires techniques, des pratiques agronomiques et des intrants disponibles localement
- Prioriser les actions commerciales en fonction des potentiels préidentifiés
- Revoir les outils de suivi et faire des propositions d'amélioration en fonction des possibilités de l'équipe commerciale
- Revoir l'offre d'Enpro selon les 4 P (gamme de produits, grille de prix, distribution, communication)
- Participer aux actions de vulgarisation du compost : parcelles de démonstration, sensibilisations associées et animation des points de vente
- Coordonner les acteurs (AVSF, ICAT, Minagri...) et le plaidoyer auprès des autorités en charge de l'agriculture
- Mettre en place un SAV et un suivi des résultats d'utilisation du compost

Le volontaire est placé sous la responsabilité de Gevalor et devra rapporter à sa Directrice et à la cheffe de projet.

Son programme de travail sera dé-

fini globalement par Gevalor et au quotidien, en concertation avec le Gérant et le responsable commercial d'Enpro;

Ville: Lomé

Expériences / Formation du candidat

Candidat de profil ingénieur agronome disposant de compétences en commercialisation et marketing

Langues parlées :
Français

Qualité du candidat

Rigueur, adaptabilité, dynamisme
Fonctions: Autre, Technicien spécialiste
Activités: Agriculture, Environnement

Pays: Afrique, Togo

Contrat Volontariat / service civique
Durée du contrat
1 an

Salaire / Indemnité
1000 € net/mois

Voyage France-Togo payé
1 moto de fonction pour les déplacements
Accès internet
50€/mois de frais de communication

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation
Nom de la personne contact
Hélène Bromblet
Email de la personne contact : information@gevalor.org

Date de fin de validité 02/09/2016



Annonces



Appel à candidatures pour le Concours de documentaire scientifique africain « Les Mils d'Or » Le 22 octobre 2016 à Ouagadougou.

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) en partenariat avec le Goethe-Institut et l'Association des Journalistes et Communicateurs Scientifiques du Burkina Faso (AJCS-BF), ouvre une campagne d'appel à candidatures pour la 6ème édition du concours de documentaire scientifique africain « les Mils d'Or » de Ouagadougou.

La finale de cette 6ème édition aura lieu le 22 octobre 2016 dans la salle de réunion du campus IRD-CIRAD à Ouagadougou.

Le concours du documentaire scientifique « les Mils d'Or » ambitionne de contribuer à donner du sens à la Science en faisant la promotion du film dédié aux liens entre la Recherche et les enjeux sociétaux (écologie, économie, droits humains ...).

A ce titre sont concernés les films traitant notamment :

- d'enquêtes et analyses établissant un diagnostic ou traitant de la perception d'une problématique, dont l'impact social, économique, humain est avéré ;
- de démarches de recherches, en lien avec le contexte des acteurs sociaux et techniques concernés ;
- de promotion d'initiatives professionnelles de mise en pratique de résultats de recherches.

Les films sélectionnés devront répondre en outre aux critères suivants :

- film réalisé entre 2013 et 2016,
- format numérique,
- durée : 30 minutes maximum,
- langue française ou nationale sous-titrée en français.
- résumé : 5-10 lignes maximum
- contact du réalisateur (nom et e-mail)

Le Jury appréciera les œuvres au travers des critères suivants, sans exclusive de propositions complémentaires qu'il pourra juger opportun dans le cadre de l'édition 2016 :

- Pertinence du thème :
- Au plan scientifique, par rapport à l'actualité et à la validité technique du propos ;
- Au plan de l'enjeu (social, géographique, économique, politique)

- Qualité du message :

- Clarté du message et rigueur de son énoncé
- Objectivité scientifique

- Qualité professionnelle et artistique du film :

Prises de vues, son, montage.

Le Lauréat recevra un trophée de l'IRD.

La date limite de réception des films est fixée au 7 octobre 2016 à 17h30.

Les films en compétition seront reçus à l'IRD tous les jours ouvrables sur support DVD ou Blu-Ray Disc.

Contacts :

Bérénice Ouattara, centre IRD de Ouagadougou, Burkina Faso.

688, avenue du Pr Joseph Ki-Zerbo

01 BP 182 Ouagadougou 01

E-mail : com.burkina@ird.fr

Tél : (226) 50 30 67 37 ou 39

Sciences-Campus Info

OFFRE SPECIALE AUX UNIVERSITES, LYCEES ET ECOLES SUPERIEURES

En prélude à la rentrée scolaire et académique 2016-2017, le magazine universitaire vous propose un package pour la circonstance vous permettant de mieux faire connaître votre établissement et ses offres de formations.

Le package comprend la diffusion de votre annonce, communiqué ou affiche sur une page entière du quotidien numérique pendant 30 jours donc sur 30 numéros, la rédaction d'une page dédiée à l'établissement sur le site web, l'affichage du logo, le nom de l'établissement et le lien vers votre site web pendant 30 jours, le partage du lien de la page dédiée à votre établissement sur Facebook pendant 30 jours.

L'audience de Sciences-Campus Info est votre cible recherchée que vous pourrez toucher directement à travers ce package soit plus de 100.000 téléchargements du quotidien numérique à chaque numéro, environ 162.000 personnes sur Facebook et plusieurs milliers de contacts direct des parents et bacheliers 2016 dans le newsletter collectés sur tout le territoire national.

NB : le cout du package est de 150.000 FCFA pour un mois

Contactez-nous : tél. : 00226 76 60 97 21/ 00226 72 08 03/ 00226 72 07 20 /

Email : ac@sc-mail.info / Au siège sur le boulevard des Tang Soaba à 500 mètres du SIAO



Avis de recrutement

Poste : Consultant International pour l'élaboration d'une stratégie de communication pour le programme de lutte contre le Paludisme

Lieu : Djibouti, DJIBOUTI

Date limite de candidature : 12-Aug-16 (Minuit New York, États-Unis)

Catégorie supplémentaire : Gestion

Type de contrat : Individual Contract

Niveau du poste : International Consultant

Langues requises : Français

Date de commencement :

(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 29-Aug-2016

Durée du contrat initial : 30 jours

Durée prévue de la mission : 30 jours

Historique

Le Paludisme demeure un problème de santé publique en République de Djibouti. Il est de caractère instable avec un mode hautement saisonnier ayant des pics variables du nord au sud entre Septembre à Mai. En 2014, le pays a connu une épidémie de grande ampleur avec 9439 cas. Les cas étaient principalement de Djibouti-ville et de la région de Dikhil et toutes les tranches d'âge de la population ont été touchées. Cette hausse a coïncidé avec un moment où la lutte contre le paludisme dans le pays avait diminué en raison de l'interruption du financement conduisant à une diminution de la couverture des interventions dans la communauté et les stocks de diagnostic et de médicaments dans les établissements de santé. D'autres facteurs tels que les mouvements des populations des pays limitrophes dus aux conflits qui ont également eu lieu au cours de la période de recrudescence des cas de paludisme à Djibouti.

Au début de l'année 2016, le programme de lutte contre le Paludisme a bénéficié d'une Subvention du fonds mondial qui consiste à renforcer les capacités du programme dans le domaine de la lutte anti-vectorielle, du suivi-évaluation, de la prise en charge et également de la prévention. Ce financement prévoit de rehausser le niveau du pays qui est actuellement dans la phase contrôle de l'épidémie vers la phase de pré-élimination.

Justification :

Dans le cadre de la subvention du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial, le Programme national de lutte contre le paludisme est sous bénéficiaire pour la mise en œuvre des activités de lutte contre le Paludisme. Cette subvention dont le Programme des Nations Unies pour le Développement est bénéficiaire principale couvre la période 2016-2017. Elle comporte plusieurs activités sur la communication au niveau communautaire en ligne avec le plan stratégique national 2013-2017. La réalisation de ces activités nécessite la conception /mise à jour d'une stratégie de communication efficace pour le changement de comportement. Ce document doit faciliter le renforcement des capacités des agents de santé et des acteurs communautaires sur la communication ; la mise en œuvre et le suivi des activités de prévention et de sensibilisation au niveau communautaire. Il va permettre de définir les axes d'interventions stratégiques en communication et d'outiller tous les acteurs de la lutte contre le Paludisme dans le domaine de la communication. C'est à cet égard que le Programme national de lutte contre le paludisme recrute un consultant international pour l'élaboration d'une stratégie nationale de communication pour la lutte contre le Paludisme.

Devoirs et responsabilités

- Faire la revue documentaire des outils, supports ou tout document de communication au niveau national ;
 - Passer en revue le plan de communication et autres documents normatifs en vue d'identifier les insuffisances du dispositif de communication existant et d'élaborer une stratégie de communication efficace et adaptée à la situation épidémiologique et contexte local ;
 - Elaborer la stratégie nationale de communication pour la lutte contre le paludisme adaptée au contexte du pays qui fera participer et diffuser l'information aux intervenants et aux publics cibles au bon moment en fournissant la bonne information à travers les médias et les canaux de communication efficaces;
 - Conduire des séances de travail avec les acteurs clés (Ministère de la santé, société civile, partenaires, ministère de l'environnement etc.) impliqués dans la lutte contre le paludisme;
 - Conduire des focus groupes au sein de la communauté pour évaluer les connaissances, aptitudes et pratiques vis-à-vis du paludisme (analyse situationnelle);
 - Développer des messages spécifiques à la lutte contre le Paludisme à la population générale mais également à l'endroit des personnes les plus à risques en particulier (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes, migrants, réfugiés, nomades);
 - Elaborer des supports de communication adaptés au contexte du pays, aux prestataires et aux publics cibles (boîtes à images, outils de counseling, jobs aids, des dépliants, des posters, des affiches, des spots télévisés etc...)
- axés sur les moyens de prévention et la prise en charge du Paludisme en mettant un accent

Suite page 11.



suite page 10.

accent particulier sur les personnes les plus vulnérables (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes etc.);

- Conduire des séances de formation des acteurs centralisés (PNLP, DPS, INSPD etc..) et décentralisé (ONG, associations, agents de santé communautaires, comité de santé etc..) en communication et en planification décentralisé des activités de communication en matière de la lutte contre le paludisme;
- Identifier les moyens, ressources nécessaires ainsi que modalités de mise en œuvre de la stratégie de communication de la lutte contre le paludisme;
- Proposer un plan de travail opérationnel avec le chronogramme de mise en œuvre des interventions de Communication pour le Changement de comportement ;
- Elaborer/ adapter un plan de communication de lutte contre le Paludisme sur les moyens de prévention (moustiquaires imprégnées d'insecticides, pulvérisation intra domiciliaire, assainissement du milieu) et la prise en charge du paludisme ;
- Proposer des outils d'analyse des goulots d'étranglements et de planification participative au niveau décentralisé avec indicateurs mesurant le changement individuel et social ainsi que la participation communautaire;
- Proposer des outils de suivi et d'évaluation des activités communautaires pour la lutte contre le Paludisme;
- Mettre en place un dispositif de suivi évaluation de la stratégie de communication assorti d'indicateurs de suivi;
- Elaborer un manuel de formation aux techniques de communication pour les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de cette stratégie de communication;
- Former les acteurs au niveau centralisé et décentralisé sur les techni-

ques et supports de communication pour la lutte contre le Paludisme;

- Organiser une réunion de validation de la stratégie de communication pour la lutte contre le paludisme, du manuel de formation aux techniques de la communication et des supports de communication avec les partenaires, la société civile et acteurs clés du Ministère de la Santé;
- Organiser des focus groupes au sein de la communauté pour valider les outils développés avant la duplication;
- Elaborer les rapports de formation pour toutes les formations réalisées;
- Soumettre un rapport intermédiaire et final de la mission.

RÉSULTATS:

Les principaux produits de cette évaluation sont les suivants :

- Une stratégie de communication adaptée au contexte du pays a été élaborée et validée par les partenaires et acteurs de la lutte contre le Paludisme;
- Des messages spécifiques pour la lutte contre le paludisme couvrant aussi bien la prévention que la prise en charge ont été développés et validés;
- Des supports de communication telle que les boîtes à images, les job aïds, les dépliants, les posters, les affiches, les spots télévisés adaptés au contexte national et aux publics cibles ont été élaborés et validés avec les différentes parties prenantes;
- Des outils de suivi-évaluation des activités de communication, des outils d'analyse des goulots d'étranglements et de planification participative au niveau décentralisé avec indicateurs mesurant le changement individuel et social ainsi que la participation communautaire ont été développés et validés;
- Un plan de travail avec des interventions de communication pour un changement de comportement a été développé et validé;
- Un dispositif de suivi évaluation

des activités de communication avec des indicateurs de suivi est mis en place;

- Un manuel de formations aux techniques de communication pour les acteurs impliqués dans la stratégie de communication est élaboré et validé;
- Les acteurs du niveau centralisé et décentralisé sont formés sur les techniques de communication, les supports de communication et en planification décentralisée des activités de communication;
- Les rapports de toutes les formations réalisées sont soumis;
- Le rapport intermédiaire de la mission est rédigé et soumis;
- Le rapport final de la mission est rédigé et soumis.

La durée de l'étude est estimée à 30 jours calendaires.

– Le Consultant international travaillera avec le Programme National de Lutte contre le Paludisme, la Direction de la promotion de la santé, l'institut national de la santé publique et tout autre acteur impliqué dans la mise en œuvre de la stratégie de communication.

– Il sera basé au siège du Programme National de la Lutte contre le Paludisme et placé sous la supervision de la Coordination du Programme National de Lutte contre le Paludisme.

Compétences

Compétences corporatives :

- Démontre un engagement à la mission, vision et aux valeurs du PNUD
- Exerce un respect strict des règles, règlements et procédures des Nations Unies.
- Démontre une adaptabilité culturelle, genre, religion, race, nationalité et sensibilité de l'âge.

Compétences fonctionnelles :

- Gestion des connaissances et l'apprentissage
- Partage de son expérience et ses connaissances ;

Suite page 12.



Jobs Campus

Suite page 11.

Qualifications et expériences requises

Le candidat doit remplir les conditions suivantes :

- Un diplôme d'études supérieures au moins Bac+5 en Communication ou une autre option de sciences sociales et des connaissances avérées en santé publique et dans le domaine de la formation;
- Une expérience de minimum de 10 ans dans l'élaboration de stratégie de communication en santé et plus particulièrement du paludisme;
- Une expérience de minimum de

10 ans dans la conception et la mise en œuvre des interventions de Communication pour le Changement de comportement en santé et plus particulièrement dans le domaine de la lutte contre le paludisme;

- Une expérience avérée dans la conception des supports de communication (boîtes à images, posters, affiches, spots télévisés etc..) dans le domaine de la santé et du Paludisme en particulier;
- Une solide expérience dans la formation, l'encadrement des acteurs communautaires ;
- Une aptitude de travail en équipe ;
- Une bonne connaissance de l'outil informatique et du paquet office;

- Une bonne maîtrise du français ;
- La connaissance des langues locales (afar, arabe et somalie) serait un atout.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Avis de recrutement

Poste: Training on Common Technical Document on registration processes of pharmaceutical and non-pharmaceutical products.PN/ KRT/GF/16/15

Lieu : Khartoum, SOUDAN

Date limite de candidature : 15-Aug-16 (Minuit New York, États-Unis)

Catégorie supplémentaire : Gestion

Type de contrat : Individual Contract

Niveau du poste : International Consultant

Langues requises : Anglais

Date de commencement : (date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 18 - Sep - 2016

Durée du contrat initial : 15 days

Durée prévue de la mission : 15 days

Historique

UNDP is a key partner to the Global Fund to Fight HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria and is the UN agency assuming the role of Principal Recipient of GFATM grants in Sudan. In its role as Principal Recipient, UNDP ensures quality financial manage-

ment, timely procurement of supplies and service delivery as well as efficient monitoring and evaluation of grant implementation activities. A dedicated Programme Management Unit (PMU) is currently managing four grants (2009-2015) from the Global Fund with a budget of US\$ 235 million. As of January, 2015, there are 19 Sub Recipients (SRs) which includes WHO, UNICEF, UNFPA, UNHCR, National Malaria Control Programme, Sudan National AIDS Control Programme, National TB Programme, Director General of Internal Health and Planning, Continuous Professional Development Directorate (CPDD), Central Medical Stores Corporation (CMS), National Medicines and Poisons Board (NMPB) and some NGOs.

UNDP as the interim PR have a strong element of capacity development integrated into the various aspects of grant management including, financial management of grant funds at different levels, procurement and supply chain management, planning and monitoring of the sub recipient (SR) activities. The management of the Global Fund grants in Sudan is a complex task due to strin-

gent

donor requirements and capacity gaps in the organizations implementing the grants as SRs. The General Directorate of Planning and International Development (DGIHS) is assuming the role of the PR for the HSS grant in Sudan in 2015 and has requested support to install, configure and train key finance staff in the DGIHS on Tally financial software. The software will also be installed and configured in the Sub Recipients of UNDP, namely Directorate of Communicable and Non Communicable Disease Control, Continuous Professional Development Directorate.

Devoirs et responsabilités

1-Pharmaceutical development:

Components of the Drug Product (The physicochemical and biological properties of the drug substance, the excipients chosen, their concentration, and the characteristics that can influence the performance of the drug product and its manufacturability).



Jobs Campus

Suite page 12.

Formulation Development.

Overages and the maximum acceptance level and its reference.

Physicochemical and Biological Properties.

Manufacturing Process Development.

Microbiological Attributes.

2- Evaluation of validation of method of analysis of impurities:

Impurities in new drug products Q3B (R2) (Thresholds for Degradation Products in New Drug Products (Reporting Thresholds, Identification Thresholds and Qualification Thresholds).

How to develop impurities method of analysis and its validation and how to assess them.

Validation parameters (Accuracy, precision, linearity, range, limit of quantitation and limit of detection) and how it's determined and assessed.

When we use the API to determine the validation parameter and when we measure the impurities itself.

When we need to spike.

Limits of statistical results (RSD, r2, ... Etc) and their reference.

Parameters incase the impurities are unspecified and how to assess it.

3- Process validation:

Process Validation/Evaluation (General principles and process design stage throughout production).

Validation scheme, protocol

Type of validation (e.g.: Retrospective, prospective, concurrent, ...etc)

Document which must be submitted
Critical parameters of process validation

How to assess the process validation

4- Comparative dissolution:

Guidelines for Bio waiver according to (WHO, EMA, FDA different regulatory authorities... etc) and differences between them.

Comparative in-vitro dissolution study (Dissolution conditions, method

and results (Similarity determination / calculation)).

When the drug is considered as bioequivalence (use of excipients that affect dissolution (e.g SLS) ...etc).

If generic drug use excipients that affect dissolution (e.g SLS) and not used by the reference product is it considered bioequivalence if it provides BE study.

5- Method transfer:

Guidelines for method transfer according to (WHO, FDA, USP, different regulatory authorities... etc) and differences between them.

Parameters of method transfer

How to evaluate/ assess

6- Method verification:

Guidelines for method verification according to (FDA, USP, different regulatory authorities... etc) and differences between them.

Parameters of method verification

How to evaluate/ assess

7- Dissolution Method development:

Guidelines for dissolution method development according to (WHO, FDA, USP, different regulatory authorities... etc) and differences between them.

How to assess/ evaluate the discriminating power of the dissolution method (apparatus, dissolution medium, test conditions, etc).

When it's accepted to use of (enzymes, surfactant ... etc) in dissolution medium and when not accepted.

8- Elucidation of structure and other characteristics of drug substance:

The potential for isomerism and identification of stereochemistry.

Studies performed to identify potential polymorphic forms.

Tests for release of polymorphic drug substance

Other characteristics

9- Herbal medicines:

How to evaluate/ assess herbal medicines

How to assess the quality of active and inactive ingredients.

References for their originator

Differences in assessment between herbal product and other pharmaceutical products.

References used in assessment of herbal products

Extraction method of API and how to evaluate it.

10- e-CTD:

Benefits

Requirements for implementation.

Advantages /Disadvantages.

Countries where it has been implemented

Compétences

- Demonstrated initiative and perseverance; self-starter, and comfortable in a multi-cultural team setting; Personal sensitivity and commitment to the values of the United Nations.

- Results driven, ability to work under pressure and to meet strict deadlines.

- Excellent communication, interpersonal and facilitation skills.

- Ability to work in context of diversity.

- Up to date in the common technical document registration of pharmaceuticals and non-pharmaceutical products and ability to communicate in the multicultural environment, with the context of Sudan regulations in the regulatory authority.

For more information's, please check the following link: <http://intra.sd.undp.org/bids/doc/1461.pdf>

Qualifications et expériences requises

Academic Qualifications:

Pharmacist with PhD or Master's degree.

Suite page 14.



Jobs Campus

Suite page 13.

Higher certificates in Pharmaceuticals registration and related areas.

Experience:

Experience of 10 years in the pharmaceutical area and the common technical document specifically.

Demonstrated work experience in developing training manuals on the specific

areas.

Clear understanding of Global Fund reporting tools is a definite asset.

Language:

Proficiency in English and (both spoken and written). Knowledge of Arabic is an asset.

Le PNUD s'engage à recruter un per-

sonnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org

Poste: National Platform for Peace and Reconciliation

Lieu : juba, SOUTH SUDAN

Date limite de candidature : 12-Aug-16 (Minuit New York, États-Unis)

Temps Restant : 2j 17h 10m

Type de contrat : Individual Contract
Niveau du poste : National Consultant

Langues requises : Anglais

Date de commencement : (date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 15-Aug-2016

Durée du contrat initial : 160 days

Durée prévue de la mission : 160 days

Historique

The National Platform for Peace and Reconciliation Secretariat (NPPR) was established in 2014 in the aftermath of the December 15, 2013 crisis as hub for institutions with a peace mandate, faith based organizations and CSOs striving with a common agenda of amplifying voices of South Sudanese for peace and reconciliation. Its inception initiative was based on a voluntarily commitment and collaborative efforts of all peace actors. It is independent, impartial, and an inclusive space for constructive dialogues where South Sudanese regardless of their societal, religious and political difference industriously raise issues to generate ideas in addressing the painful grievances of the past. The NPPR had worked with and supported more than 70 CSOs across the country. However, due to the emerging context as stipulated in the Agreement on the Resolution of Conflict in the Republic of South Sudan, and particularly Chapter Five of the Agreement, NPPR is facing an unprece-



Avis de recrutement

dent dilemma whether to continuity to exist or not.

Furthermore, due to conflict that took place in recently July 2016, UNDP intends to support the role out of peace building and conflict prevention activities including rolling out of public information and awareness activities to inspire citizens confidence in the commitment of leadership and south Sudanese towards peace and the implementation of peace agreement signed in August 2015, working with the Govern

- Coordinate Peace building and conflict prevention crisis prevention short programming (3 Months);
 - Roll-out peace messaging/public awareness campaigns for conflict prevention and community cohesion;
 - Technical support towards conceptualization of National Consultative Dialogue on Peace and Reconciliation together with CSOs;
 - Enhance community connectors through community interdependency initiatives;
- Deliverable (50%)
- Peace messages for radio and IEC materials;
 - Road map to the national dialogue on peace and reconciliation;
 - Two community interdependency constructed.

ment, CSOs and Faith Based Institutions as well as the media.

Devoirs et responsabilités

Objectives

- Prepare a comprehensive report about the NPPR covering the period from its inception till to date;

- Develop a paper how best to preserve a civic space for CSO engagement in peace and reconciliation programs in South Sudan;

- Support the conflict prevention and peace building activities for crisis management;

Specific Tasks:

- Prepare report on the NPPR highlighting the following content;
 - Executive summary;
 - Table of content;
 - Acronyms;
 - The achievements;
 - Challenges;
 - Best practices;
 - Recommendations (way forward);
- Deliverables (25%):

- Submission of the final report to the stakeholders both in hard and soft copies by the end of July 2016;
 - Develop a position paper on future engagement of CSOs in peacebuilding and reconciliation in South Sudan;
 - Hold 1-2 days roundtable discussion on how to best preserve a civic space for CSOs to effectively engage in peacebuilding programs;
- Deliverables (25%):
- Comprehensive position paper on the future enhancing civic space in South Sudan developed;

Compétences

Core Competencies and values:

- Demonstrates integrity and fairness by modelling UN values and ethical standards;
- Demonstrates professional competence and is conscientious and efficient in meeting commitments, observing deadlines and achieving results;

Suite page 15.



Jobs Campus

Suite page 14.

- Display cultural, gender, nationality, religion and age sensitivity and adaptability;
- High sense of relational skills, including cultural, gender, religion, race, nationality and age sensitivity and adaptability, with a demonstrated ability to work in a multidisciplinary team.

Functional Competencies:

- Excellent analytical and writing skills in an engaging and succinct manner;
- Good knowledge and understanding of the UN system, familiarity with UNDP mandate an asset;
- Good communication skills with ability to persuade and dialogue with people from different backgrounds;
- Ability to network with Government institutions working in the peace arena and at all levels;
- •Good understanding of the South Sudan Peace, conflict context and development challenges.

Qualifications et expériences requises

Education:

- MA in Peace building, conflict management, international studies or law.

Experience:

- Seven years of work experience in peace building arena with at least three years' experience working with Civil Society Organizations
- Familiarity with latest practices and experiences in the focus areas, especially as they are related to the South Sudan context or a similar context;
- Experience (with evidence) of similar works, especially coordinating and mobilizing civil society and peace building actors.

Language:

- Proficiency in English is required.

Technical proposal

Please submit the following documents:

- Duly accomplished Letter of Confirmation of Interest and Availability using the template provided by UNDP;
- Personal CV or P11, indicating relevant experience, as well as the contact details (email and telephone number) of the Candidates and the contacts of at least three (3) professional references.
- Brief description of your understanding of the terms of reference; and your approach to the assignment. Please include any templates that you may use in the assignment as well as relevant experience
- Any other document deemed relevant to this consultancy service.

Financial Proposal

A Financial Proposal must be submitted that indicates the number of days and the rate per day.

Notes:

- The information in the breakdown of the offered lump sum amount provided by the Offeror will be used as the basis for determining best value for money, and as reference for any amendments of the contract.
- The agreed contract amount will remain fixed regardless of any factors causing an increase in the cost of any of the components in the breakdown that are not directly attributable to UNDP.
- The Contractor is responsible for arranging and meeting the cost of their vaccinations and medical/life insurance.
- If the Contractor is employed by an organization/company/institution, and he/she expects his/her employer to charge a management fee in the process of releasing him/her to UNDP under Reimbursable Loan Agreement (RLA), the Contractor must indicate at this point, and ensure that all such costs are duly incorporated in the financial proposal submitted to UNDP
- Contractor whose assignment require travel and who are over 62 years of age

are required, at their own expense, to undergo a full medical examination, including x-rays after they are selected.

Criteria for Selection of the Best Offer

The offer will be evaluated by using the Best value for money approach (combined scoring method). Technical proposal will be evaluated on 70%. Whereas budget proposed will be evaluated on 30%. The technical proposal will be evaluated on whether the proposed approach captures the entirety of the essence of the assignment, is clear, is feasible, is acceptable and is time sensitive.

Below is the marks breakdown for technical proposal:

- Relevance of master's degree --- 7 marks;
- Minimum of "seven years of accumulated relevant experience --- 14 marks;
- Technical proposal --- 22 marks
- Experience in CSO coordination --- 15 marks;
- Analytical and writing skills in an engaging and succinct manner --- 12 marks.

Total - 70 marks

The financial proposal will be evaluated on whether it is:

Realistic budget and in line with UNDP consultancy rates.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS



1. Filières techniques professionnelles :

- ▶ Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- ▶ Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- ▶ Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 29 chambres doubles

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69
09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

- Site web ESPK: www.espkaya.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

..... Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouedraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

Du 06 au 13 août 2016

GROUPE 2

AEROPORT	22625314222	KOULOUBA	22625311918
AMARO	22625343328	MARTIN	22625508459
AR RAHMA	22625350986	METEBA	22625335333
AUGUSTINE	22625376100	NAYYIRA	22625481841
BARK WENDE	22625408590	NEIMA	22625355682
CITE AN	22625331966	NEMADIS	22625373041
BOULMIUGOU	22625431268	PROGRES	22625430162
DAPOYA	22625313201	PROVIDENCE	22625318648
DELWINDE	22625367280	ROOD WOOKO	22625308890
FLAYIRI	22625407344	SCHIFFEY	22625402742
FASO	22625381929	SIGRI	22625412148
HAMDALAYE	22625343694	SUD	22625384282
HEERA	22625316610	TALBA	22625362225
JABNEEL	22625447870	TANKO	22625351557
JOURDAIN	22625360686	UNIVERS	2625419965
KARPALA	22651292503	WATI	22625260053
		YOBI	22625311630

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélvwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poüda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERHCE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTI-
NUE

Tél. : 25 40 94 04

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

APPEL A CANDIDATURES Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

La Licence professionnelle en Protection et Droits de l'Enfant est une formation interdisciplinaire qui envisage de doter les acteurs des administrations publiques, des ONG, des associations et les étudiants, des connaissances sur la protection de l'enfant. Les débouchés des produits sont les postes d'assistants de programmes au sein de l'administration, des institutions et des ONG orientées vers la question de l'enfance.

Les enseignants sont des universitaires et des professionnels, tous spécialistes des questions d'enfance. Une équipe d'intervenants de profils divers (juristes, médecins, spécialistes des questions de population, sociologues, économistes, statisticiens, géographes, communicateurs, psychologues, informaticiens) et d'horizons diverses assurent les enseignements.

- enseignants-chercheurs des UFR et des écoles supérieures ;
- professionnels de l'Administration, ONG et partenaires au développement.

Contenu de la formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle comprend des enseignements théoriques, méthodologiques, appliqués ou pratiques et, un stage d'imprégnation professionnelle.

Conditions d'accès à la formation

- Etre titulaire d'un DEUG II en sciences sociales, économiques, juridiques, politiques, humaines, en sciences de la vie et de la terre reconnu par le CAMES ;
- Etre titulaire d'un BTS, DUT, DTS, DEUP reconnu par le CAMES ou tout diplôme équivalent d'un établissement d'enseignement supérieur ayant une convention avec l'Université Ouaga II.

Le nombre de places disponibles est de quarante (40).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.
- Frais de formation : 450.000 f CFA payables en une seule tranche au plus tard le 30 novembre 2016.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée du ou des diplômes obtenus, y compris celui du Bac ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.

Les candidats seront sélectionnés à partir de leur dossier et feront un test.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Entretien : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscriptions administratives : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Période de stage : août à septembre 2017
- Fin des cours et soutenance des rapports de stage : octobre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion du Master en Finance Quantitative et Gestion de Risques Financiers

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion du Master en Finance Quantitative et Gestion de Risques Financiers, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master en finance quantitative et gestion de risques financiers est une formation diplômante en finance répondant à une forte demande de contrôle des risques dans les banques, les autres institutions financières et les sociétés d'assurances.

Ce master est également un cadre de perfectionnement pour certains professionnels du monde des finances, tant dans l'administration publique que dans le secteur privé (cadres de banques, gestion de micro-finance, conseiller ou manager en risques financiers, Contrôleur des finances, consultants en finance et auditeurs, Chargé d'Etudes Statistiques, Chargé d'Etudes Actuarielles, Ingénieur financier, Conception de nouveaux produits dérivés, innovation financière; Gestion de portefeuille, Financement de grands projets financiers, etc.).

Les enseignants sont des universitaires et des professionnels, tous spécialistes des questions financières, de la modélisation stochastique et de la gestion des risques.

Contenu de la formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle combine des enseignements théoriques (par des universitaires burkinabé et sous-régionaux), méthodologiques appliqués ou pratiques et un stage d'imprégnation professionnelle.

Conditions d'accès à la formation

- La formation est ouverte aux titulaires d'une licence (Bac+3 ou 180 crédits) en Sciences économiques ou en Sciences de Gestion reconnue par le CAMES ou tout diplôme équivalent d'un établissement d'enseignement supérieur ayant une convention avec l'Université Ouaga II.
- De solides connaissances en probabilités et statistiques et des compétences avancées en informatique sont des atouts pour la formation.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation : 2 050 000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 2 450 000 f CFA pour les ressortissants hors zone UEMOA.

- 1ère année du Master (2016-2017)

• Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

• Frais de formation : 1 200 000 f CFA payables en deux tranches.

- 1ère tranche : 700 000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500 000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

- 2ème année du master (2017-2018)

• Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

• Frais de formation : 750 000 f CFA payables en une seule tranche au plus tard le 30 novembre 2017.

NB : les frais de formation pour la deuxième année du Master (année académique 2016-2017) demeurent fixés à 1 200 000 francs CFA et les frais d'inscription à 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la Licence ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscriptions administratives : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 30 octobre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques

Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017




s'inscrire à l'ISPP, c'est réussir
ses ambitions professionnelles



Rétrovisez-nous sur
f
t
YouTube


05 BP 6635 Ouagadougou 05 - Bur.(+226) 25 41 11 33 / 25 40 88 41 - Cel. (+226) 78 83 54 11
E-mail : info@ispp.bf - Site web : www.ispp.bf



Licences pro
Masters


Formation à distance

Résolvez vos contraintes de temps et de distance



Rétrovisez-nous sur
f
t
YouTube

05 BP 6635 Ouagadougou 05
Bur. (+226) 25 41 11 33 / 25 40 88 41
Cel. (+226) 78835411
E-mail : info@ispp.bf - Site web : www.ispp.bf



Communiqué ISPP

Recrutement des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} années licences au titre de l'année académique 2016-2017

L'Institut Supérieur Privé Polytechnique (ISPP) a le plaisir de porter à votre connaissance que les **inscriptions pour les formations des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} années licences au titre de l'année académique 2016-2017 ont commencé.**

Inscrivez-vous à l'ISPP en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} année de licence et bénéficiez d'une formation de qualité indéniable dans les filières suivantes :

- Génie Civil option BTP
- Assistanat de Direction (AD)
- Banque & Institutions de Microfinance (BIMF)
- Communication d'Entreprise et Marketing (CEM)
- Finance – Banque (FB)
- Finance Comptabilité (FC)
- Gestion Commerciale & Marketing (GCM)

- Gestion des Ressources Humaines (GRH)
- Management des Projets (MP)
- Transport Logistique (TL)
- Droit
- Economie

Les formations se dérouleront dans les annexes PATTE D'OIE et KOULOUBA (Centre-ville) et au siège de l'ISPP à Ouaga 2000 Zone D.

Renseignements :

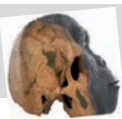
Siège : 00226 25 41 11 33 / 68 91 80 82

Annexe Patte d'oie : 00226 25 40 88 41 / 78 36 89 88

Annexe Kouloba : 00226 25 31 61 56 / 78 83 54 11

Email: info@ispp.bf

Site web: www.ispp.bf



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016-000678-MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle en Afrique

Objet : informations relatives aux bourses
nationales de 3e cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/MESSRS/MEF/MF-PRE/MJE du 30decembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement.

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un master il de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants s relevant du système LMD ;
- Avoir 28 ans au plus

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbre a 200F CFA timbre fiscal adressée à Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation.
- Un extrait d'acte de naissance ;
- Un certificat de nationalité burkinabè ;

- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (05) cinq pages maximum ;
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou de 2nd cycle en dehors du Burkina Faso ;
- Une lettre de motivation ;

Les candidats titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

Il est de rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la complétion que les candidats remplissant les conditions et disposant de la maîtrise ou du master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES).

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA**



Annonces

Sciences-Campus Info

Quotidien numérique

Actualité générale et spécifique

Téléchargeable 7/7 jours; du lundi au dimanche.

Science - Université - Education - Politique - Société - Economie

- L'actualité générale en continue des 45 provinces du Burkina
- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des campus et universités
- L'actualité sur la santé et le bien être
- L'actualité au quotidien de chaque département ministériel
- L'actualité internationale

Abonnement gratuit

Vous téléchargez le quotidien chaque jour
sur le site du lundi au dimanche
www.sciences-campus.info

Abonnement VIP

Vous recevez le quotidien dans votre boîte e-mail
du lundi au dimanche
12 000 FCFA/ an

VIP

*Abonnez vous et obtenez le premium
du lundi au Dimanche*

A remplir et renvoyer au siège ou par e-mail

Nom:

E-mail:

Téléphone:

12 000 FCFA /an à payer par chèque, en espèces au siège, par Airtel Money ou sur le
Compte ECOBANK n°0010-281732300602 SWIFT: ECOCBFBF

www.sciences-campus.info
Messagerie: ac@sc-mail.info / contact@sciences-campus.info
Tél: + 226 25 37 36 39/ 76 60 97 21 / 72 08 03 03
Adresse postale: 02BP 5805 Ouagadougou 02
Avenue des Tensoaba